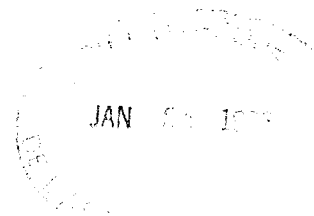


CAHIER EXPLICATIF
ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996

PROGRAMME 01 -
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME 02 -
SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU
PREMIER MINISTRE
ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉLÉMENTS 01 - 02 - 04 - 05



CAHIER EXPLICATIF
ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996

PROGRAMME 01 -
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Identification	Numéro	Titre
Programme	01	Bureau du Lieutenant-gouverneur
Élément	01	Bureau du Lieutenant-gouverneur
Responsable	L'honorable Martial Asselin	

MANDAT

Le Lieutenant-gouverneur est nommé par le Gouverneur général en conseil. Il est le représentant au Québec de Sa Majesté la reine Élisabeth II et il exerce, à ce titre, les fonctions de chef constitutionnel du Québec. La Loi sur l'exécutif (L.R.Q. c. E-18) définit les pouvoirs qui sont exercés par lui dans les matières qui sont de la compétence de la Législature du Québec.

Avec l'Assemblée nationale, le Lieutenant-gouverneur constitue le Parlement du Québec. Avec le Conseil exécutif, il constitue le Gouvernement. Il doit donner la sanction royale à toute mesure législative adoptée par l'Assemblée nationale. C'est lui qui reconnaît le Premier ministre et, à la demande de celui-ci, nomme les membres du Conseil exécutif. Il signe également tous les décrets adoptés par le Conseil des ministres.

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 01 - Bureau du Lieutenant-gouverneur

ÉLÉMENT: 01 - Bureau du Lieutenant-gouverneur

RESPONSABLE: Monsieur Jean-François Provençal

Supercatégorie	Crédits 1995-1996	Crédits 1994-1995	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	292,3	342,3	(50,0)	(14,6)
Fonctionnement- autres dépenses	187,7	213,7	(26,0)	(12,2)
Capital-autres dépenses	-	-	-	-
Transfert	4,0	-	4,0	100,0
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	484,0	556,0	(72,0)	(12,9)
Effectif régulier autorisé	-	-	-	-
Effectif total autorisé	-	-	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	292,3	342,3	(50,0)	(14,6)
Fonctionnement-autres dépenses	187,7	213,7	(26,0)	(12,2)
Capital	-	-	-	-
Transfert	4,0	-	4,0	100,0
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	484,0	556,0	(72,0)	(12,9)

. Explication des écarts par supercatégorie

Des écarts budgétaires au niveau du fonctionnement-personnel ainsi qu'au fonctionnement-autres dépenses sont attribuables aux compressions récurrentes de 1994-1995 et 1995-1996.

CAHIER EXPLICATIF
ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996

PROGRAMME 02 -
SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU
PREMIER MINISTRE
ET DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉLÉMENTS 01 - 02 - 04 - 05

Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	01	Cabinet du Premier ministre
Responsable	Monsieur Jean Royer	

MANDAT

Sous la direction du directeur de cabinet, le cabinet du Premier ministre conseille le Premier ministre sur toute question que ce dernier juge à propos de lui soumettre. Il veille au suivi des différents dossiers qui sont soumis au Conseil des ministres et à tout comité présidé par le Premier ministre. Une collaboration étroite s'exerce avec les autorités du ministère du Conseil exécutif et principalement avec le Secrétaire général et Greffier du Conseil exécutif.

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 02 - Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif

ÉLÉMENT: 01 - Cabinet du Premier ministre

RESPONSABLE: Monsieur Jean Royer

Supercatégorie	Crédits 1995-1996	Crédits 1994-1995	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	3 772,4	2 649,7	1 122,7	42,3
Fonctionnement- autres dépenses	615,2	465,2	150,0	32,0
Capital-autres dépenses	-	-	-	-
Transfert	444,5	494,5	(50,0)	(10,1)
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	4 832,1	3 609,4	1 222,7	33,9
Effectif régulier autorisé	-	-	-	-
Effectif total autorisé	-	-	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	3 772,4	2 649,7	1 122,7	42,3
Fonctionnement-autres dépenses	615,2	465,2	150,0	32,0
Capital	-	-	-	-
Transfert	444,5	494,5	(50,0)	(10,1)
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	4 832,1	3 609,4	1 222,7	33,9

. Explication des écarts par supercatégorie

Fonctionnement-personnel

Une augmentation de la masse salariale du Cabinet du Premier ministre de 1 300,0 principalement pour le traitement du personnel politique rattaché aux délégués régionaux, et une compression récurrente de 177,3 lors des crédits 1994-1995 et 1995-1996.

Fonctionnement-autres dépenses

Une augmentation de 150,0 afin de pourvoir aux dépenses de fonctionnement du Cabinet.

Transfert

Compressions récurrentes de 10 % lors du discours sur le budget 1994-1995.

Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	02	Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif
Responsable	Monsieur Louis Bernard	

MANDAT

Le Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif assure le fonctionnement du Conseil des ministres, du Comité des priorités, ainsi que la liaison entre le Conseil des ministres, les divers comités, les ministères et les organismes.

Sept Secrétariats sont rattachés au Secrétariat général.

Le Secrétariat du Conseil exécutif procède à l'examen et à l'analyse des mémoires pour lesquels une autorisation préalable est demandée au Comité des priorités ainsi que des projets de décrets et des mémoires soumis à l'attention du Conseil des ministres.

Le Secrétariat à la législation prépare des avis, à l'intention du Conseil des ministres, sur les implications législatives et réglementaires des mémoires ou autres documents qui lui sont soumis et, une fois les décisions prises par le Conseil des ministres, assure la cohérence législative et juridique des projets de loi qui en découlent.

Le Secrétariat aux emplois supérieurs est chargé d'apporter son soutien au Premier ministre et aux ministres responsables pour le choix des candidats nommés par le gouvernement, tels les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et adjoints, dirigeants et membres d'organismes. Cette responsabilité couvre également la gestion de la carrière des administrateurs d'État au sens de la Loi sur la fonction publique, leur développement et la détermination de leur rémunération et autres conditions de travail, de même que celles des présidents, vice-présidents, secrétaires et membres d'organismes.

Le Secrétariat à la réforme administrative agit, de façon générale, à titre conseil auprès du Secrétaire général en toute matière concernant l'organisation administrative et, à cette fin, s'assure d'une bonne connaissance des développements des autres administrations publiques. Plus spécifiquement, il est chargé d'assurer l'implantation graduelle d'un cadre de gestion des opérations gouvernementales qui soit essentiellement axé sur les résultats.

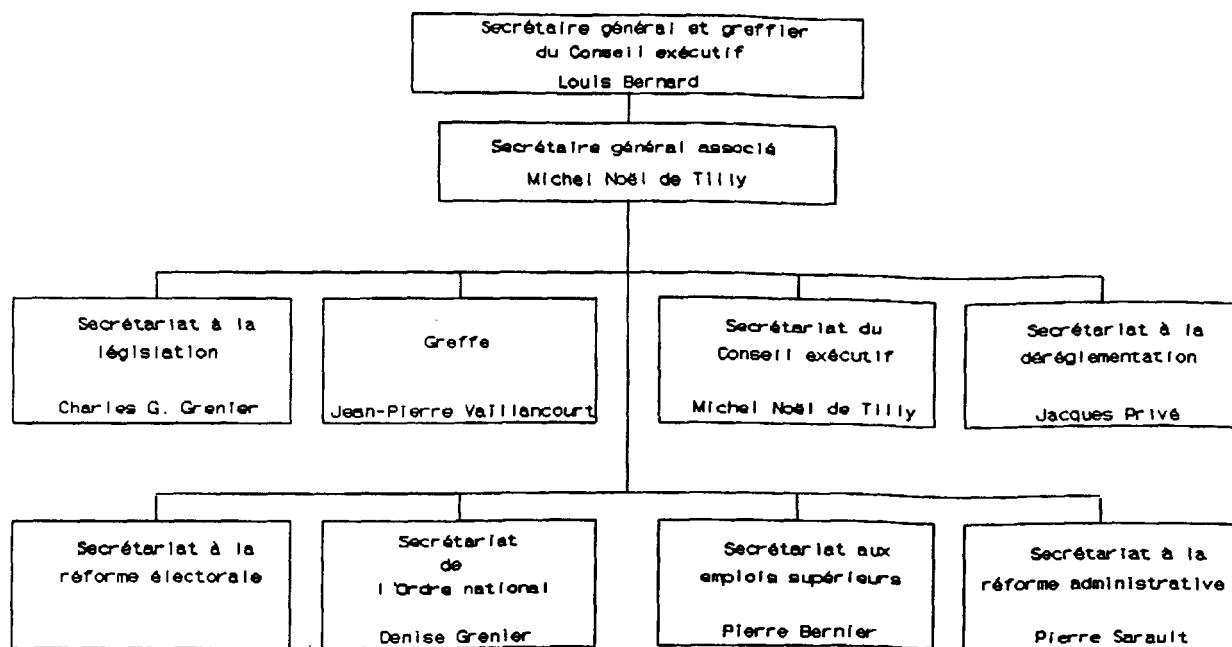
Le Secrétariat à la déréglementation veille à ce que le gouvernement réglemente moins et mieux et qu'il minimise les impacts administratifs de la déréglementation sur les entreprises en s'assurant que la solution proposée soit davantage soucieuse des objectifs ou des résultats à atteindre que des moyens à respecter.

Le Secrétariat de l'Ordre national assure les travaux permettant au gouvernement de faire les nominations à l'Ordre tel que la Loi sur l'Ordre le prévoit.

Le Secrétariat à la réforme électorale travaille à la réalisation de différents mandats en matière de réforme électorale, de financement des partis politiques et de représentation électorale. Il fournit également une expertise sur divers sujets connexes.

. Organigramme

Secrétariat général



. Sommaire des effectifs

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			#	%
Hors cadres	22	20	2	10,0
Cadres supérieurs	19	22	(3)	(13,6)
Cadres intermédiaires	-	-	-	-
Professionnels	21	31	(10)	(32,0)
Techniciens	3	3	-	-
Personnel de bureau	31	37	(6)	(16,2)
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	-	-	-	-
Effectif régulier autorisé	96	113	(17)	(15,0)
Effectif total autorisé	96	113	(17)	(15,0)

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 02 - Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif

ÉLÉMENT: 02 - Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif

RESPONSABLE: Monsieur Louis Bernard

Supercatégorie	Crédits 1995-1996	Crédits 1994-1995	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	6 235,9	7 222,6	(986,7)	(13,7)
Fonctionnement- autres dépenses	1 699,3	1 864,6	(165,3)	(8,9)
Capital-autres dépenses	-	-	-	-
Transfert	825,1	1 561,2	(736,1)	(47,2)
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	8 760,3	10 648,4	(1 888,1)	(17,7)
Effectif régulier autorisé	96	113	(17)	(15)
Effectif total autorisé	96	113	(17)	(15)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	6 235,9	7 222,6	(986,7)	(13,7)
Fonctionnement-autres dépenses	1 699,3	1 864,6	(165,3)	(8,9)
Capital	-	-	-	-
Transfert	825,1	1 561,2	(736,1)	(47,2)
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	8 760,3	10 648,4	1 888,1	(17,7)

. Explication des écarts par supercatégorie

Fonctionnement-personnel

L'écart budgétaire est attribuable aux éléments suivants :

- | | |
|--|---------------------------|
| 1) Compressions récurrentes 1994-1995 (3 ETC)
et 1995-1996 (1 ETC) | (458,8) |
| 2) Mutations d'employés vers d'autres ministères
ou autres secrétariats et (13) ETC | <u>(527,9)</u>
(986,7) |

Fonctionnement-autres dépenses

L'écart budgétaire est attribuable aux éléments suivants :

- | | |
|---|---------------------------|
| 1) Compressions récurrentes 1994-1995 et 1995-1996 | (370,3) |
| 2) Transfert du plan géomatique au ministère
des Ressources naturelles | (525,0) |
| 3) Commissions sur l'avenir du Québec | 1 000,0 |
| 4) Transfert du Comité permanent de lutte
aux toxicomanies au ministère de la Santé
et des Services sociaux | <u>(270,0)</u>
(165,3) |

Transfert

- | | |
|--|--------------------------|
| 1) Réduction de la subvention pour la
candidature internationale de Québec 2002 | (700,0) |
| 2) Compressions récurrentes 1994-1995 | <u>(36,1)</u>
(736,1) |

Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	04	Gestion interne et soutien administratif
Responsable	Monsieur Gilles Regimbal	

MANDAT**La Direction générale de l'administration**

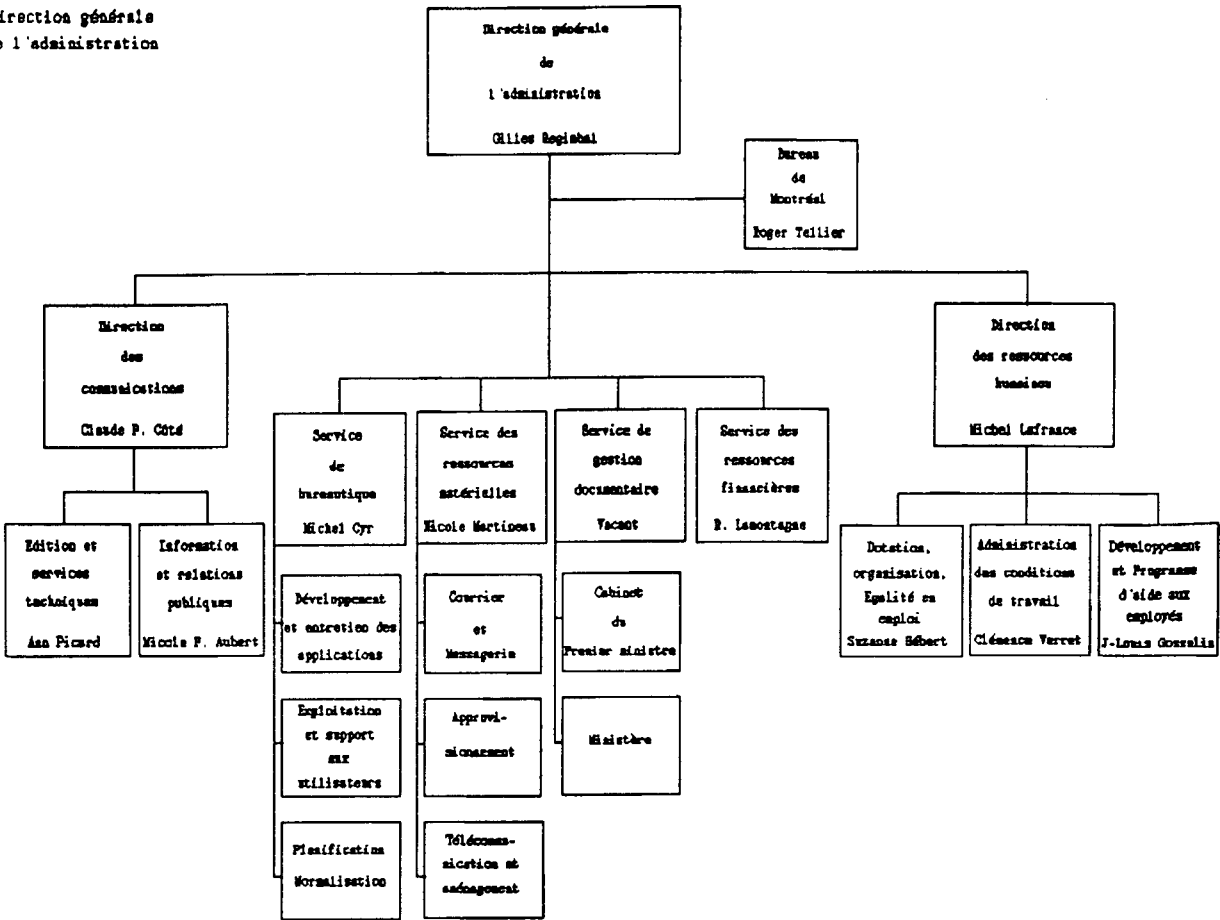
La Direction générale de l'administration fournit l'expertise de gestion aux différentes entités administratives du ministère et à certains organismes qui y sont rattachés, et les conseille sur les moyens les plus efficaces de satisfaire leurs besoins. Elle fournit à cette fin tous les services de soutien technique et ceux relatifs aux opérations en s'assurant de la conformité des activités et du respect de la réglementation en vigueur. Elle doit aussi définir les politiques ministérielles de gestion et en coordonner l'uniformité d'application. De plus, elle agit à titre d'interlocutrice afin d'assurer la cohérence ministérielle auprès des organismes centraux, tels que le Conseil du trésor (Services gouvernementaux), l'Office des ressources humaines, etc.

La Direction générale de l'administration comprend : la Direction des ressources humaines, la Direction des communications, le Service des ressources financières, le Service des ressources matérielles, le Service de la bureautique ainsi que le Service de la gestion documentaire.

ORGANISATION

. Organigramme

Direction générale
de l'administration



. Sommaire des effectifs

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			#	%
Hors cadres	-	-	-	-
Cadres supérieurs	3	3	-	-
Cadres intermédiaires	4	4	-	-
Professionnels	18	22	(4)	(18,0)
Techniciens	30	32	(2)	(6,2)
Personnel de bureau	36	38	(2)	5,3
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	3	4	(1)	(25,0)
Effectif régulier autorisé	94	103	(9)	(8,7)
Effectif total autorisé	108	118	(10)	(8,5)

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 02 - Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif

ÉLÉMENT: 04 - Gestion interne et soutien administratif

RESPONSABLE: Monsieur Gilles Regimbal

Supercatégorie	Crédits 1995-1996	Crédits 1994-1995	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	3 872,1	4 348,3	(476,2)	(10,9)
Fonctionnement- autres dépenses	9 052,3	9 596,7	(544,4)	(5,7)
Capital-autres dépenses	173,5	173,5	-	-
Transfert	6,5	6,5	-	-
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	13 104,4	14 125,0	(1 020,6)	(7,2)
Effectif régulier autorisé	94	103	(9)	(8,7)
Effectif total autorisé	108	118	(10)	(8,5)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	3 872,1	4 348,3	(476,2)	(10,9)
Fonctionnement-autres dépenses	9 052,3	9 596,7	(544,4)	(5,7)
Capital	173,5	173,5	-	-
Transfert	-	-	-	-
Prêts, placements et avances	6,5	6,5	-	-
TOTAL	13 104,4	14 125,0	(1 020,6)	(7,2)

. Explication des écarts par supercatégorie

Fonctionnement-personnel

L'écart budgétaire est attribuable aux éléments suivants :

- | | |
|---|---------|
| 1) Compressions récurrentes 1994-1995 (2) ETC
et effort budgétaire 1995-1996 (2) ETC | (245,7) |
| 2) Mutations d'employés vers d'autres ministères
et/ou réaménagements et (6) ETC | (230,5) |
| | (476,2) |

Fonctionnement-autres dépenses

- | | |
|--|---------|
| 1) Compressions récurrentes 1994-1995 et 1995-1996 | (544,4) |
|--|---------|

Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Services de soutien auprès du Premier ministre
Élément	05	Indemnités de l'exécutif
Responsable		

MANDAT

En plus de l'indemnité annuelle de base de député, le Premier ministre reçoit une indemnité additionnelle de 105% (66 642 \$) versée en vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52-10).

Quant aux ministres, ils reçoivent, en plus de l'indemnité annuelle de base de député, une indemnité additionnelle de 75% (47 602 \$) versée en vertu de cette même loi.

Les montants prévus pour les indemnités de l'exécutif sont budgétés au ministère du Conseil exécutif et déboursés par l'Assemblée nationale.

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	1 078,9	1 340,7	(261,8)	-
Fonctionnement-autres dépenses	-	-	-	-
Capital	-	-	-	-
Transfert	-	-	-	-
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
TOTAL	1 078,9	1 340,7	(261,8)	-

. Explication des écarts

Compressions budgétaires	(300,0)	
Indexation du Conseil du trésor	<u>38,2</u>	
Réduction nette		<u>(261,8)</u>